

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 13/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### LOGISTIQUE FRANCE SAS

Entrepôt de Cagny  
Route de Giberville  
14630 Cagny

Références : 2024.301  
Code AIOT : 0005305757

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement LOGISTIQUE FRANCE SAS implanté Route de Giberville RD 230 14630 Cagny. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été initiée dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées visant les installations électriques. Après un point en salle sur les rapports de vérification électrique, une visite « terrain » a été effectuée afin de faire un contrôle visuel par sondage de l'état général des équipements électriques.

L'itinéraire suivant a été suivi:

- Entrée cellule 2
- TGBT
- Cellule 1

- Cellule 2
- Cellule 3
- Cellule 4
- Cellule 5
- Service Center
- Local de charge
- Locaux sociaux
- Chaufferie

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGISTIQUE FRANCE SAS
- Route de Giberville RD 230 14630 Cagny
- Code AIOT : 0005305757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Logistique France Decathlon situé sur la commune de Cagny est une plateforme de stockage centralisant les produits distribués dans les magasin Décathlon région Nord Ouest.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                               | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Contrôle des installations électriques                          | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 2  | Limite d'intervention du contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 4  | Zonage ATEX et adéquation du matériel                           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Présence de non-conformités suite au contrôle des | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
|    | installations électriques                         |                                              |                   |
| 5  | Etat général visuel des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Logistique France Décathlon prend en compte les non-conformités signalées dans le rapport de vérification périodique et en réponse met en place un plan d'action suivi.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les incohérences indiquées dans les rapports, le contrôle ne pouvant être signalé comme complet alors que des limites de vérification sont indiquées dans le rapport.

Le contrôle électrique en zone ATEX ainsi que l'adéquation du matériel présent dans cette zone ne sont pas traités.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection des installations classées, Logistique France Decathlon a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques du site.</p> <p>Le rapport rapport n° :7929794/79.13.1.P est daté du 24 Juillet 2023. Le contrôle, réalisé à une fréquence annuelle, a été effectué sur la période du 18/07 au 20/07/2023, par la société Bureau Véritas.</p> <p>Le rapport de contrôle fait état de plusieurs observations. Elles font l'objet d'un plan d'actions et de suivi. Ces éléments sont développés au point de contrôle n°3.</p> <p>Le compte-rendu de vérification périodique Q18 daté du 20/07/2023 a également été présenté à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une part que la vérification réalisée est une vérification complète des installations électriques de l'établissement ce qui est incohérent puisqu'il est mentionné dans le rapport de vérification</li> </ul> |

périodique plusieurs limites de vérifications.

- d'autre part que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, du fait présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires ainsi que l'absence de contrôle des dispositifs différentiels.

Compte-tenu des limites d'intervention relevées, le caractère complet du contrôle des installations électriques n'est pas garanti.

Le compte-rendu du contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge Q19 daté du 30/03/2022 a également été présenté à l'inspection des installations classées. Il ne présente aucune anomalie pour 2022

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à Logistique France Décathlon que les dispositions nécessaires soient prises pour lever l'ensemble de ses limites d'intervention. L'inspection demande la réalisation d'un contrôle complémentaire des installations électriques sans limites d'intervention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

**Constats :**

Le dernier rapport indique des limites d'intervention et de vérification.

L'inspection des installations classées attire l'attention de Logistique France Décathlon sur les limites de la vérification qui portent notamment sur:

En Haute Tension :

"Du fait des impératifs d'exploitation, le client n'a pas effectué la mise hors tension des installations en haute tension. De ce fait, nous n'avons pas pu vérifier l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés."

En Basse Tension :

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>"Du fait des impératifs d'exploitation du client, celui-ci ne nous a pas permis d'effectuer la mise hors tension des installations en basse tension. De ce fait, les dispositifs différentiels résiduels n'ont pas pu être testés."</p> <p>D'autre part, Logistique France Décathlon dispose d'un Dossier Relatif à la Protection contre les Explosions du 09/2020 (DRPCE), celui-ci recense 2 zones classées ATEX:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La chaufferie</li> <li>-Le local de charge</li> </ul> <p>Aucun contrôle électrique spécifique aux zones ATEX n'a été présenté</p>                       |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à Logistique France Décathlon que les dispositions nécessaires soient prises pour lever l'ensemble de ses limites d'intervention. L'inspection demande la réalisation d'un contrôle complémentaire des installations électriques sans limites d'intervention.</p> <p>Un contrôle électrique spécifique à la zone ATEX doit être réalisé rapidement.</p> <p>Faute de répondre à ces attentes, une proposition de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant sera adressée à la préfecture.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n°1, le rapport de contrôle des installations électriques en date du 27 octobre 2023 fait état de plusieurs observations.</p> <p>Les observations du rapport de contrôle électrique font l'objet d'un plan d'actions suivi par le service maintenance de Logistique France Décathlon et les observations ont été levées dans un second rapport du bureau de contrôle en date du 19/04/2024.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

|                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 |
|------------------------------------------------------------------------|

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques |
|-------------------------------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

Logistique France Décathlon dispose d'un Dossier Relatif à la Protection contre les Explosions du 09/2020 (DRPCE), celui-ci recense 2 zones classées ATEX:

- La chaufferie
- Le local de charge

Aucun contrôle électrique spécifique aux zones ATEX n'a été présenté.

Aucune vérification de l'adéquation du matériel dans ces zones n'a été présenté.

Lors de la visite d'inspection il a été constaté par sondage que la chaufferie dispose de certains équipements ATEX, le local de charge également.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un contrôle électrique spécifique à la zone ATEX, ainsi qu'un contrôle de l'adéquation du matériel en zone ATEX doivent être réalisés rapidement.

Faute de répondre à ces attentes, une proposition de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant sera adressée à la préfecture.

|                                        |
|----------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|----------------------------------------|

|                                                     |
|-----------------------------------------------------|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
|-----------------------------------------------------|

|                                |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 3 mois |
|--------------------------------|

**N° 5 : Etat général visuel des installations électriques**

|                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 |
|------------------------------------------------------------------------|

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques |
|-------------------------------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a contrôlé par sondage l'état visuel des installations électriques du site.</p> <p>L'inspection a également constaté par sondage la réalisation des actions correctives faisant suite au dernier contrôle.</p> <p>L'ensemble des armoires électriques contrôlées par sondage étaient propres, non ouvertes et sans dégradations.</p> <p>Il n'a pas été constaté de dégradations d'équipement sur le trajet de la visite d'inspection.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |